

La science du libéralisme économique

Jean-Baptiste Say, *Œuvres complètes, volume III : Catéchisme d'économie politique et opuscules divers*, Economica, 2020.

Le volume que nous avons sous les yeux forme la suite très attendue des *Œuvres complètes de Jean-Baptiste Say*, travail collectif de premier plan, entamé depuis vingt ans déjà, et qui entend donner la correspondance, les manuscrits, les articles et les différentes éditions des ouvrages de celui qui est peut-être l'économiste libéral le plus fameux de notre histoire.

Après les *Œuvres morales et politiques* (tome V), les *Leçons d'économie politique* (tome IV), le *Traité d'économie politique* (tome I, en 2 volumes) et le *Cours complet d'économie politique* (tome II), c'est au tour du *Catéchisme d'économie politique*, accompagné de plusieurs textes d'importance diverse, de voir le jour dans une édition soignée.

À lire, l'une à la suite de l'autre, les grandes productions intellectuelles de Jean-Baptiste Say, c'est tout un monde libéral et républicain qui s'ouvre à la pensée. Le gouvernement limité, et qui tend à s'éteindre ; la fraternité des nations, par l'échange libre et une politique de non-intervention ; la dignité humaine, le plein déploiement des facultés individuelles, la liberté de la pensée : l'auteur y présente, dans toutes ses facettes, les cadres d'une société libre et prospère, qui sanctionne par sa seule existence virtuelle toutes les errances des sociétés contemporaines.

Ceci, toutefois, est le résultat d'une agglomération et d'une vue d'ensemble. Car toute l'œuvre de Jean-Baptiste Say n'est pas d'égale valeur, ou, pour parler plus précisément, et comme lui, n'est pas d'égale *utilité* ; toute son œuvre en effet n'a pas aussi bien vieilli.

Rien ne le prouve mieux que le présent volume. L'ambition du *Catéchisme d'économie politique* avait été de présenter synthétiquement, dans un jeu constant de questions-réponses, les grandes conclusions théoriques de la science économique du temps.

La forme surprend, à première vue ; mais comme a priori aucun de nous n'est très habitué à la lecture des catéchismes, comme ils se pratiquaient à l'époque, le dépaysement n'est pas absolu. Et l'on peut même prendre plaisir à voir un auteur pousser l'audace de sa pensée jusqu'à contrefaire pour le plaisir la forme des documents religieux les plus accrédités, et alors parler de commerce, de production et d'échange.

Ceci est dit quant à la forme ; voyons le fond. Aujourd'hui, la théorie de la rente de Ricardo ou la discussion aride sur la nature de la valeur, n'ont rien pour nous enthousiasmer, ni pour nous convaincre. Les conceptions générales de l'auteur sur la nature de la production, les différentes formes qu'elle prend, et comment travail et capital se tiennent la main, pourraient encore intéresser, dans un ouvrage élémentaire contemporain, et même surprendre, car notre époque s'est rangée à des conclusions moins harmoniques et libérales que Say. Mais dans son ensemble, le propos est difficile à lire, et cette œuvre de doctrine ne se reçoit plus que comme un ouvrage d'histoire.

Toutefois, ceux qui, admettant ce point, auront le courage de plonger dans les aridités du *Catéchisme d'économie politique*, voire même des *Lettres à Malthus* qui en suivent ici la réédition, pourront se trouver payés de leur peine, lorsqu'ils arriveront — comme ailleurs certains dans la lecture des *Essais* de Montaigne — devant une perle, une image bien rendue, un propos de grande force. J'en donnerai ici quelques exemples, pour prouver que la lecture n'en est pas tout à fait infructueuse.

Dans le chapitre XIII, Say étudie l'une des formes de la consommation des richesses, qui est celle faite par les hommes réunis en communautés, et qui se nomme *les consommations publiques*. Et après une définition, voici l'échange qui s'engage :

« *Qu'observez-vous en général relativement aux dépenses publiques ?* — Que le public n'est jamais servi à aussi bon marché que les particuliers. — *Quelles en sont les raisons ?* — Il y en a trois. La première, que les circonstances politiques déterminent en général le nombre et le traitement des fonctionnaires publics, et que leurs services ne sont point par conséquent abandonnés à une libre concurrence. La seconde, que ceux qui décident des dépenses publiques, y consacrant un argent qui n'est pas le leur, en sont moins avarés que les particuliers. La troisième, que les travaux exécutés pour le public, sont moins facilement surveillés, et ne le sont jamais par l'intérêt personnel. » (Ici page 50.)

Dans la discussion des impôts, on trouve aussi cette remarque pleine de sens, que notre génération fait trop peu souvent : c'est que l'impôt n'est pas simplement la somme de ce que paie l'individu au percepteur, au Trésor public, au fisc. On dit encore que l'inflation est un impôt, et dans une certaine mesure cela est vrai, et doit être compté également. Mais on oublie souvent d'ajouter que lorsque l'État monopolise une branche de l'économie, et fait payer ses produits 120, quand la libre concurrence pourrait les donner à 100, on ne peut nier qu'il y ait ici 20, qui représentent à proprement parler un impôt. Dans toutes les sociétés, il peut être, et, malgré nos moyens présents, il est encore difficile de déterminer pour toutes ces branches monopolisées ou entravées diversement, ce que l'État *nous fait payer* en supplément, ou *le prix* de l'intervention publique. Mais ce prix existe, et Jean-Baptiste Say l'enseignait. Voici le passage : « Le gouvernement, écrit-il, se réserve quelquefois l'exercice exclusif d'une certaine industrie, et à l'aide du monopole en fait payer les produits beaucoup au delà de ce qu'ils lui coûtent de frais de production, comme quand il s'attribue la fabrication exclusive et la vente du tabac, ou bien le transport des lettres par la poste. Dans ce dernier cas, l'impôt n'est pas égal à la totalité des ports de lettres, mais seulement à la partie de ce port qui excède ce qu'il coûterait si ce service était abandonné à une libre concurrence. » (Page 176)

Toutefois, malgré des aperçus parfois de grande valeur, le *Catéchisme* pêche toujours par la brièveté de ses explications : c'est la contrepartie de l'effort de vulgarisation. Ainsi il n'y a guère de raisons approfondies données, lorsque Say suggère que l'État a un rôle de protecteur dans le commerce de la pharmacie ou celui des matières d'or et d'argent (page 73), quand il repousse l'action des syndicats comme entravant et illégitime (page 76).

Son opinion sur les tempéraments à assurer dans la réforme du libre-échange sont mieux connus et, ici même, mieux exposés. Say craint qu'une réforme brusque, qui verrait la suppression des barrières douanières, n'élimine du jour au lendemain des fortunes acquises, des positions établies, et il préférerait une voie modérée, où des aménagements puissent être pris. Il s'en explique ici avec assez de soin. (Pages 76 et 138.)

Mais comment se satisfaire, à l'inverse, lorsqu'une question brûlante du temps présent est jugée en quelques phrases ? C'est le cas des épidémies (page 159), et encore de l'immigration. À la question : « Quel avantage procurent à un pays des hommes qui y arrivent du dehors, avec des capitaux et de l'industrie ? » Say répond : « C'est un nouveau commerce qui s'ouvre. Par la demande qu'ils font aux anciens habitants de leurs produits, ils leur procurent de nouveau profits ; et par les objets qu'ils créent et donnent en échange, ils leur procurent de nouvelles jouissances. » (Page 160.) Naturellement, l'hypothèse même qui est faite, n'emporte pas toute la question : et l'interrogation sur le cas où ces hommes viendraient sans capitaux et sans industrie, n'est pas présentée. Ici, comme souvent, la discussion reste tronquée, et celui qui n'aurait pas la ressource de lire les autres ouvrages plus étendus de Jean-Baptiste Say, ne saurait ni où se tenir, ni quel enseignement tirer de lui. D'où cette conclusion que nous risquons, que peut-être les productions savantes de l'auteur comme le lourd *Traité d'économie politique*, valent mieux aujourd'hui que l'ouvrage qui devait les résumer tous. En déconseillant le *Catéchisme* ou les *Lettres à Malthus*, qui forment ce volume, nous n'en rendrons pas moins hommage aux éditeurs qui viennent d'en assurer la republication, car elle est honnête et savante.

Benoît Malbranche